

EGZAMIN RESORTOWY Z JĘZYKA FRANCUSKIEGO

I. Résumez en français le texte ci-dessous :

Ukraine : des raisons d'espérer.

Il est de bon ton de se dire déçu par l'Ukraine. Trois ans après la "révolution orange", qui avait soulevé un vent d'optimisme démocratique sans précédent dans la région depuis la chute du mur de Berlin en 1989, les Ukrainiens ont voté sans entrain, dimanche 30 septembre. On peut les comprendre : ils devaient choisir leurs députés pour la deuxième fois en un an et demi. Ils ont finalement accordé une brève majorité aux forces "oranges" - le Bloc d'Ioulia Timochenko (BloT) et Notre Ukraine-Autodéfense patriotique (NU-AP) du président Viktor Iouchtchenko -, mais placé en tête le Parti des régions de Viktor Ianoukovitch.

Les tractations laborieuses ont aussitôt débuté à Kiev en vue de la constitution d'une coalition gouvernementale. Laborieuses, car le système politique ukrainien a inscrit l'instabilité parlementaire dans son code génétique, ce qui explique pourquoi une révision constitutionnelle est régulièrement évoquée. Laborieuses, aussi, car la politique ukrainienne demeure marquée par la neutralisation mutuelle entre ses trois figures majeures, qui nourrissent toutes des ambitions pour la présidentielle de 2009 : le président, Viktor Iouchtchenko, son ancienne alliée, Ioulia Timochenko, et le premier ministre sortant, Viktor Ianoukovitch.

L'irritation des Européens à l'égard du clan démocrate ukrainien monte depuis plusieurs mois ; elle est à la hauteur des espoirs suscités puis déçus par les acteurs de la "révolution orange", qui se sont entre-déchirés à l'instar des dirigeants polonais de Solidarité, il y a quinze ans. C'est vrai, du temps a été perdu et des occasions manquées. Les rivalités d'ego l'ont emporté sur les grands desseins ; la rhétorique révolutionnaire, divisant la classe politique en partisans et en ennemis, n'a pas contribué à résorber les fractures identitaires et géographiques, entre l'ouest du pays tourné vers l'Union européenne et l'est tourné vers la Russie.

Il existe néanmoins des signaux encourageants dans la campagne politique brève - un mois et demi - qui a eu lieu et, outre la forte croissance de l'économie (près de 8

% depuis le début de l'année), dans l'évolution générale de la société ukrainienne. Dans le champ politique, il faut noter l'absence d'ingérence directe de la part des Russes. L'effet secondaire redoutable qu'avaient eu de telles tentatives, en novembre 2004, a refroidi les ardeurs. Cela ne signifie pas que les Russes ont renoncé à peser ; mais la pression s'exerce dorénavant par le levier des matières premières, et notamment le gaz. Avant même le scrutin, Moscou faisait savoir que la couleur du nouveau gouvernement - bleue ou orange - aurait des conséquences sur les prix. Pour les Russes, les Ukrainiens doivent payer la facture de leur émancipation.

Le deuxième indice est l'évolution des partis politiques. Ces formations, qui n'ont pas de vraie assise militante ni de corpus idéologique, ont adopté des modes d'action et de communication occidentaux. Les partis ont aussi essayé, pour la première fois, de parler des préoccupations concrètes des citoyens, quitte à promettre n'importe quoi de temps à autre. Chacun a dû, par exemple, se prononcer sur le montant de l'indemnité à verser aux mères après le premier enfant. Cette standardisation de la politique - avec ses effets néfastes, telle la publicité négative - témoigne là aussi d'un changement et permet d'envisager un passage de l'ère révolutionnaire à une ère gestionnaire. Moins de souffle, mais plus de réel. La promotion d'une nouvelle génération de dirigeants devrait y contribuer.

Même le Parti des régions a essayé de se moderniser sur la forme. Etiqueté sommairement prorusse, il représente surtout les intérêts industriels de l'est de l'Ukraine et de sa population. La nuance est essentielle : les préoccupations des magnats de la région du Donbass ne sont pas forcément identiques à celles de la Russie. Depuis près de deux ans, le parti fait appel à des conseillers américains, pour polir son image et trouver des mots plus consensuels.

Malgré les convulsions politiques, l'Ukraine avance. Sa souveraineté se consolide et n'est plus ouvertement contestée par la Russie. Son identité s'affirme, par-delà les contrastes régionaux flagrants. Le désenchantement qu'éprouve l'immense majorité des Ukrainiens contribue aussi, paradoxalement, à l'écriture d'un destin national, d'une aventure collective : on vit ensemble, on vote ensemble, on se sent parfois

floué ensemble. Enfin, il suffit de se pencher sur la carte, d'observer où en sont les pays de l'ex-URSS, pour se féliciter de l'évolution de l'Ukraine. Si on met à part les pays baltes, qui ont intégré l'Union européenne, qu'observe-t-on ?

La Biélorussie est une sorte de kolkhoze géant, dirigé de façon dictatoriale par Alexandre Loukachenko ; les pays d'Asie centrale font de l'extraction de matières premières et de la répression politique à huis clos ; même la Géorgie, cousine révolutionnaire de l'Ukraine, traverse une période agitée, avec les tensions grandissantes en Abkhazie et en Ossétie-du-Sud, ainsi que l'emprisonnement d'un des principaux opposants de Mikhaïl Saakachvili, Irakli Okrouachvili, libéré le 8 octobre. L'Ukraine ne mérite pas encore les félicitations du jury démocratique ; mais l'impatience à son égard ne tient pas compte du chemin parcouru et de la taille du défi.

Il reste bien sûr des points préoccupants dans son évolution : la corruption ; l'absence d'un système judiciaire équilibré et moderne, sans même parler de l'indépendance des juges ; les pesanteurs de la bureaucratie. Le premier de tous ces maux est la confusion des intérêts commerciaux et des engagements publics. Le caractère romantique de la "révolution orange" ne doit pas tromper. Plus de la moitié des membres de la Rada (le Parlement), avant cette élection, étaient des hommes d'affaires, plus ou moins habilement dissimulés derrière des paravents.

Pour un Viktor Pinchuk, grand industriel de la métallurgie et ancien député, qui a décidé de se retirer de la vie politique intérieure, combien d'oligarques, d'entrepreneurs, qui briguent des responsabilités en les concevant comme un prolongement de leurs activités premières ?

Le seul effet secondaire positif, si on peut dire, de cette confusion réside dans la diversité des engagements de ces puissants. Les trois pôles politiques principaux bénéficient de soutiens différents. Une forme de pluralisme est ainsi préservée, qu'on retrouve dans les médias appartenant à ces industriels. En Ukraine, l'air est frais, les déplacements aisés et la parole libre. La Russie voisine ne peut pas en dire autant. LE MONDE du 10.10.07 Piotr Smolar

II. Traduisez en polonais:

Nicolas Sarkozy a en outre plaidé pour une remise à plat de l'indemnisation du chômage et des sanctions pour les chômeurs qui refusent des "offres valables d'emploi".

Plus généralement, il a réaffirmé sa volonté de lutter contre la fraude. (...)

Pour redresser les comptes de l'assurance-maladie, il a annoncé l'ouverture d'un "grand débat sur le financement de la santé", dont il souhaite tirer les conclusions au premier semestre 2008, date à laquelle il veut aussi voir aboutir le chantier de l'assurance contre le risque dépendance.

Le chef de l'Etat a souhaité aller plus loin dans l'assouplissement de la semaine de 35 heures et la simplification de la réglementation du temps du travail et a demandé au gouvernement de supprimer les "verrous fiscaux, sociaux et réglementaires" qui entravent l'emploi des seniors.

Le 18 septembre 2007. L'EXPRESS.fr

III. Développez un des sujets proposés (200 mots):

1. Quelle devrait être la politique de l'Union européenne vis-à-vis de la Russie ?
2. Nicolas Sarkozy veut introduire la "culture du résultat" dans la fonction publique. Qu'en pensez-vous ?
3. Faut-il s'inquiéter de la baisse de la population européenne?
A partir de 2030, le nombre d'Européens va chuter, baisse de la natalité oblige. Une catastrophe pour l'avenir du continent?

IV. Remplissez les trous du texte ci-dessous (un trou-un mot):

Après un dîner mardi soir dans une résidence de la banlieue moscovite, les deux chefs d'Etat se sont retrouvés mercredi au Kremlin pour un nouvel _____ (1) ponctué d'une conférence de presse qui a _____ (2) paraître au grand jour leurs différences, notamment sur le nucléaire iranien.

Comme il l'avait fait la _____ (3) devant la presse française, Nicolas Sarkozy a confié mercredi avoir noté "une certaine convergence" sur ce dossier, _____

(4) la Russie s'oppose, contrairement à la France, à l'adoption de nouvelles sanctions onusiennes pour _____ (5) Téhéran de se doter de l'arme atomique. Loin de toute convergence, Vladimir Poutine a lui redit, devant son _____ (6), la position ferme de son pays, assurant ne pas avoir "d'informations selon _____ (7) l'Iran aspire à produire des armes nucléaires".

Sur le Kosovo, autre pomme de _____ (8), Nicolas Sarkozy a jugé "très important que l'Europe reste unie et que la discussion reste ouverte avec nos amis russes sur cette question" _____ (9) de trouver une "solution qui n'humilie personne". Allié traditionnel de la Serbie, Moscou refuse l'indépendance du Kosovo _____ (10) soutient la France. La "piste" _____ (11) a fait état mardi soir Nicolas Sarkozy pour "rapprocher les points de vue" n'a pas été évoquée publiquement mercredi. Si elles _____ (12) restées éloignées sur ces dossiers, la France et la Russie _____ (13) à l'inverse loué leur partenariat sur le plan économique, notamment en matière d'espace, d'aéronautique et d'énergie.

Assurant qu'il n'y aurait "pas de protectionnisme côté français", le président Sarkozy a ajouté que des _____ (14) français étaient disponibles pour "entrer dans le capital" du géant gazier russe Gazprom. Pour sa part, Vladimir Poutine a assuré que les entreprises françaises _____ (15) "la possibilité" de travailler en Russie.

Sur la question délicate des droits de l'homme, thème de la plupart des critiques qu'il a _____ (16) ces derniers mois à la Russie, Nicolas Sarkozy a indiqué avoir fait valoir à Poutine ses convictions "avec franchise". Le président français a ensuite rencontré des représentants d'ONG russes, dont Memorial, _____ (17) dénonce les violations des droits de l'homme en Tchétchénie. Interrogé lors de la conférence de presse sur cette initiative, le président russe a estimé qu'il n'y voyait "rien de _____ (18)". S'il a répété que "la France ne souhaite donner _____ (19) leçon à personne", le président français a, avant de rejoindre le Kremlin, _____ (20) les mérites de la démocratie devant des étudiants de l'université Bauman à Moscou.

CORRIGÉ :

Après un dîner mardi soir dans une résidence de la banlieue moscovite, les deux chefs d'Etat se sont retrouvés mercredi au Kremlin pour un nouvel **entretien** (1) ponctué d'une conférence de presse qui a **laissé** (2) paraître au grand jour leurs différences, notamment sur le nucléaire iranien.

Comme il l'avait fait la **veille** (3) devant la presse française, Nicolas Sarkozy a confié mercredi avoir noté "une certaine convergence" sur ce dossier, **où** (4) la Russie s'oppose, contrairement à la France, à l'adoption de nouvelles sanctions onusiennes pour **empêcher** (5) Téhéran de se doter de l'arme atomique.

Loin de toute convergence, Vladimir Poutine a lui redit, devant son **homologue** (6), la position ferme de son pays, assurant ne pas avoir "d'informations selon **lesquelles** (7) l'Iran aspire à produire des armes nucléaires".

Sur le Kosovo, autre pomme de **discord** (8), Nicolas Sarkozy a jugé "très important que l'Europe reste unie et que la discussion reste ouverte avec nos amis russes sur cette question" **afin** (9) de trouver une "solution qui n'humilie personne". Allié traditionnel de la Serbie, Moscou refuse l'indépendance du Kosovo **que** (10) soutient la France. La "piste" **dont** (11) a fait état mardi soir Nicolas Sarkozy pour "rapprocher les points de vue" n'a pas été évoquée publiquement mercredi. Si elles **sont** (12) restées éloignées sur ces dossiers, la France et la Russie **ont** (13) à l'inverse loué leur partenariat sur le plan économique, notamment en matière d'espace, d'aéronautique et d'énergie.

Assurant qu'il n'y aurait "pas de protectionnisme côté français", le président Sarkozy a ajouté que des **investisseurs** (14) français étaient disponibles pour "entrer dans le capital" du géant gazier russe Gazprom. Pour sa part, Vladimir Poutine a assuré que les entreprises françaises **avaient** (15) "la possibilité" de travailler en Russie.

Sur la question délicate des droits de l'homme, thème de la plupart des critiques qu'il a **adressées** (16) ces derniers mois à la Russie, Nicolas Sarkozy a indiqué avoir fait valoir à Poutine ses convictions "avec franchise". Le président français a ensuite rencontré des représentants d'ONG russes, dont Memorial, **qui** (17) dénonce les violations des droits de l'homme en Tchétchénie. Interrogé lors de la conférence de presse sur cette initiative, le président russe a estimé qu'il n'y voyait "rien de **condamnable** (18)". S'il a répété que "la France ne souhaite donner **de** (19) leçon à personne", le président français a, avant de rejoindre le Kremlin, **vanté** (20) les mérites de la démocratie devant des étudiants de l'université Bauman à Moscou. Le 18 septembre 2007. L'EXPRESS.fr